

Envoyé en préfecture le 13/10/2021

Reçu en préfecture le 13/10/2021

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 033-200070720-20211001-CONV01102021122-CC



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MEDOC
ATLANTIQUE**
Communauté de Communes

De l'estuaire à l'océan !



CONVENTION DE FINANCEMENT relative au projet partenarial d'aménagement de Lacanau

Recomposition des territoires soumis à l'érosion du littoral

Entre les soussignés

L'État, représenté par Mme la Préfète du département de la Gironde,

ET

La Ville de Lacanau, ci-après dénommé le « porteur de projet », collectivité dont le siège est situé 31 avenue de la Libération, CS 30001, 33680 Lacanau, représentée par son maire, M. Laurent PEYRONDET.

ET

La Communauté de communes Médoc Atlantique, ci-après dénommé le « porteur de projet », collectivité dont le siège est situé 9 rue du Maréchal d'Ornano, 33780 Soulac-sur-Mer, représentée par son président M. Xavier PINTAT.

* * * * *

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- les conclusions du conseil de défense écologique du 12 février 2020 relatives à l'aménagement des littoraux,
- l'appel à manifestation d'intérêt lancé le 24 juillet 2020 par la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, relatif à des projets partenariaux d'aménagement (PPA) en faveur de la sobriété, de la résilience et de la vitalité territoriale,
- le courrier de la Préfète de la Gironde du 2 octobre 2020, appuyant auprès de la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature la candidature de la communauté de communes Médoc Atlantique et de la Ville de Lacanau,
- le courrier de la commune de Lacanau daté du 30 septembre 2020 faisant acte de candidature à l'appel à manifestation d'intérêt,
- le courrier du directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à Mme la Préfète de la Gironde, daté du 2 février 2021 entérinant le lancement d'une démarche de PPA par la communauté de communes Médoc Atlantique et la Ville de Lacanau,
- les conclusions du comité de pilotage du 6 juillet 2021
- la délibération du conseil municipal du 22 septembre 2021
- la délibération du conseil communautaire du XX octobre 2021

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE PROJETS PARTENARIAUX TRAIT DE CÔTE

Les littoraux sont des territoires très attractifs aux plans démographique et économique. Certains d'entre eux sont particulièrement vulnérables au recul inexorable du trait de côte, aggravé par les conséquences du réchauffement climatique : élévation du niveau moyen des mers et augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes.

Le projet partenarial d'aménagement (PPA) vise à concrétiser un projet de recomposition territorial conciliant le recul du trait de côte avec la pérennisation d'un cadre de vie de qualité, le maintien des activités économiques du territoire et la sobriété foncière. Cette démarche, parmi les premières en France possède une forte dimension expérimentale. Dispositif contractuel entre l'Etat, les collectivités et les partenaires du projet, le PPA crée les conditions juridiques et financières favorables à de sa réalisation.

Dans une logique d'amorçage, le plan France Relance est doté d'une enveloppe de 10 M€ sur la période 2021 - 2022 à destination des collectivités s'engageant dans un PPA visant la recomposition des territoires soumis au recul du trait de côte. Ces crédits exceptionnels s'ajoutent à ceux soutenant classiquement les démarches PPA.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le projet de Lacanau vise des premières actions de recomposition du territoire de Lacanau-Océan face au recul du trait de côte, dans un contexte où le scénario de relocalisation à l'horizon 2100 n'a pas été choisi par la collectivité. Il s'inscrit dans le cadre d'un projet partenarial d'aménagement (PPA).

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'État apporte son concours financier à la réalisation de ces actions au titre des aides de France Relance.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DU PROJET

2.1. Caractéristiques du projet

Le projet partenarial d'aménagement porte sur des premières actions de recomposition du territoire de Lacanau-Océan soumis au recul du trait de côte.

Au plan opérationnel le PPA vise la mise en œuvre des actions identifiées dans les démarches ADS et SLGBC, avec une approche expérimentale.

Il devra notamment permettre :

- d'engager la phase de travaux de requalification du front de mer, secteur des allées Ortal, secteur front de mer nord et secteur promenade sud
- d'expérimenter la relocalisation d'activités et d'équipements structurants pour la commune par :

- la réalisation d'un pôle d'échange multimodal rétro-littoral devant en partie compenser la suppression des parkings littoraux et surtout, plus globalement, accompagner le changement des pratiques vers plus de mobilités actives, de transports collectifs et de voiture partagée, conformément au Schéma des Mobilités 2030 de Lacanau
- la relocalisation de la maison de la glisse et des missions de secours et de surveillance assurées aujourd'hui au niveau du poste de secours central, en lien avec un projet économique autour de la filière Glisse, Nature, Développement durable.
- d'approfondir la faisabilité d'un scénario de relocalisation de la bande littorale de Lacanau la plus exposée à l'érosion côtière à l'horizon 2050-2100. L'actualisation des études de faisabilité permettront d'examiner notamment la relocalisation sous l'angle de la programmation urbaine, de la stratégie de maîtrise foncière et du modèle économique d'un projet de relocalisation, sans oublier la concertation locale
- de communiquer de manière convergente entre les parties prenantes du PPA, afin de capitaliser le retour d'expérience canaulais et de donner à voir les actions engagées et expérimentées.

Dans ce cadre, les crédits France Relance contribuent à la réalisation des opérations suivantes :

2.1.1 Réunir les éléments nécessaires à une prise de décision quant au scénario à l'horizon 2100

- **Approfondir le scénario de relocalisation pour 2100**

Visant tout d'abord à partager une synthèse des études réalisées en 2012-2014, puis à l'actualiser et approfondir les scénarios de 2015 afin de parvenir, en cas de faisabilité établie, à une visée plus opérationnelle du scénario de relocalisation pour 2100, cette opération sera portée par **la communauté de communes Médoc Atlantique**. L'appui du GIP Littoral sera important pour enrichir les préceptes de relocalisation qui se dégagent depuis 2015 à l'échelle régionale. **La commune de Lacanau** sera étroitement associée, en tant que territoire concerné couvert par une nouvelle Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière et en tant que maillon de proximité avec sa population. Les objectifs, les livrables et la gouvernance de ces travaux sont fixés par le contrat de PPA.

Co-maîtrise d'ouvrage Communauté de communes Médoc Atlantique/GIP LITTORAL

Coût prévisionnel : 200 000 €HT

Plan de financement prévisionnel :

CCMA (30%), PPA – plan de relance (50%), Autres financeurs (50%)

- **Etudier le déplacement des commerces du passage Emile Lacaze**

La commune de Lacanau propose d'imaginer le report des commerces situés le long du Kayoc qui participent à son attractivité économique et touristique, dans le cadre de l'aménagement durable de la station, et plus précisément :

- de la continuité piétonne nord-sud,
- de la mise en œuvre des actions « sans regret ».

Des actions foncières sont actuellement menées en ce sens, avec le concours de l'EPF Nouvelle-Aquitaine. Ces actions méritent d'être confortées :

- d'une étude prospective sur les opportunités foncières à venir,
- d'une étude sur les baux commerciaux : coût, modalités de transfert, etc.,
- d'une hypothèse de mutation commerciale, à court ou moyen terme, dans le cadre de la volonté communale de diversification commerciale.

Au terme des études, si la faisabilité du déplacement des commerces du passage Emile Lacaze est établie, il pourra être procédé au déplacement des commerces.

Maitrise d'ouvrage Ville de Lacanau

Coût prévisionnel : 50 000€ HT

Plan de financement prévisionnel :

Commune de Lacanau (20%), PPA - plan de relance (50%), Autres financeurs (30%)

2.1.2 Accélérer la réalisation du ré-aménagement du front de mer visant à faire de Lacanau une ville océane dynamique tout au long des quatre saisons

La Ville de Lacanau s'est engagée depuis 2010, dans une stratégie d'adaptation de son territoire comprenant un préalable en matière de stratégie sur la gestion des risques qui a conduit à adopter en 2016 un plan d'action de protection dure face à l'érosion côtière, devant garantir la préservation du front de mer jusqu'en 2050. Suite à cette décision de 2016, et face à l'impossibilité de décider le scénario de relocalisation, **la Ville de Lacanau** a également lancé un projet de transformation ambitieuse de sa station balnéaire en ville océane reposant sur une requalification de ses espaces publics emblématiques du front de mer.

- **Définir le projet de ré-aménagement du front de mer**

Après une phase d'esquisses menées au cours d'un dialogue compétitif ayant permis de retenir un maître d'œuvre, il s'agit de réaliser l'étude d'avant-projet globale à partir des orientations générales indiquées par la Ville de Lacanau et travaillée par l'équipe de maîtrise d'œuvre. Les problématiques de végétalisation et de mobilités concernent tout le secteur de projet, comme la concertation des acteurs locaux. Il s'agit également, lors de cette étape, d'approfondir dans le projet les principes d'aménagement durable de la ville océane :

- Conforter les allées Ortal comme un axe commerçant majeur par une piétonnisation accrue et un aménagement des espaces publics sobres et qualitatifs qui permettront d'apaiser l'ambiance générale en période estivale et de proposer des éléments favorisant l'animation de la rue en basse saison,
- Repenser les circulations et engager une large piétonnisation des espaces publics du front de mer et axes commerçants,
- Simplifier la lecture des espaces publics et des perspectives, notamment par le déplacement de commerces présents sur le front de mer,
- Intensifier la présence du végétal sur l'ensemble des secteurs et porter un programme de renaturation ambitieux de la promenade sud avec la création d'un référentiel dunaire,
- Clarifier les accès plages et anticiper la disparition de la plage centrale en redéployant les accès et les fonctions liées à la sécurité des plages (poste de secours, maison de la glisse)

Les partenaires habituels de la commune seront associés à cette phase d'étude.

Maîtrise d'ouvrage Ville de Lacanau

Coût prévisionnel : 270 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Commune de Lacanau (20%), PPA - plan de relance (50%), Autres financeurs (30%)

- **Réaliser et suivre les travaux des Allées Ortal et du passage Lacaze**

Sur les Allées Ortal et le passage Lacaze, les travaux prévus vont permettre de :

- Conforter le statut d'avenue piétonne l'été et carrossable l'hiver et veiller au bon fonctionnement des accès pour les livraisons des commerces et des restaurants
- S'appuyer sur la structure existante de l'espace public en proposant un revêtement de sol continu (pas de trottoirs ...)
- Affirmer la perspective vers la mer
- Renforcer la végétalisation et proposer des espaces et des jardins de convivialité au cœur des allées
- Aménager une esplanade de rencontres et d'animation à l'ouest des allées comme un large balcon, un espace de contemplation qui donne à voir la mer
- Aménager le passage Lacaze pour renforcer les liens entre le front de mer nord et le front de mer sud en créant un cheminement piéton continu et accessible (intervention sur la topographie)

Maîtrise d'ouvrage Ville de Lacanau

Coût prévisionnel : 4,5 M€ HT

Plan de financement prévisionnel :

Commune de Lacanau (20%), PPA - plan de relance (60%), Autres financeurs (20%)

- **Réaliser et suivre les travaux de la Promenade sud**

Le projet de réaménagement de la promenade sud va permettre de :

- Requalifier, par une stratégie de renaturation d'espaces publics, des équipements aujourd'hui non fonctionnels et dégradés
- Offrir pour les usagers de l'espace publics mais aussi pour les résidents des aménagements très intégrés à la dune avec très forte plus-value paysagère
- Créer un référentiel dunaire global cohérent pour les aménagements, le mobilier urbain et la renaturation :
 - Des matériaux résistants aux conditions climatiques océaniques (acier corten ...), en cohérence avec le référentiel dunaire et en circuit court quand c'est possible (bois des landes ...)
 - Des couleurs claires en cohérence avec le référentiel balnéaire (couleurs sable, blanc, gris clair ...)
 - La reconstitution d'une dune par la réintroduction d'un substrat et d'essences végétales adaptées

Maîtrise d'ouvrage Ville de Lacanau

Coût prévisionnel : 2,8 M€ HT

Plan de financement prévisionnel :

Commune de Lacanau (20%), PPA - plan de relance (30%), Autres financeurs (50%)

2.1.3 Expérimenter des premières actions de relocalisation d'activités et de biens publics

A court terme, la commune de Lacanau engage déjà toutes les actions de relocalisation « sans regret », sur ses biens, qui n'obéreront pas les décisions des équipes alors en place pour décider du scénario « érosion » 2100.

- **Etude pour la relocalisation de la maison de la glisse et du poste de secours central**

Face à la situation érosive et dans le cadre de la transformation des espaces publics sur le front de mer, ces deux bâtiments vont faire l'objet d'une étude de relocalisation. Des orientations ont été proposées dans le cadre de la phase de dialogue compétitif. Elles mériteront d'être affinées notamment sur les points suivants :

- Etude du foncier adapté à une relocalisation exigeant la proximité de l'eau
- Définition d'un programme en lien les projets communaux et intercommunaux, notamment le partenariat avec Eurosim et la surveillance des plages
- Conception d'un bâtiment modulaire et réversible réunissant les deux fonctions : Glisse d'une part, secours et surveillance d'autre part
- Réalisation des travaux

La première vocation de ce bâtiment est de remplir la mission de sécurité. Le réaménagement du front de mer va structurer les accès plages et entérine une disparition progressive de la plage centrale. Les moyens de secours sont déplacés vers le Nord et le Sud et les moyens doivent être structurés en adéquation avec la fréquentation. Les fonctions liées au sport et à la glisse seront à préciser dans le cadre

des études préalables pour clairement identifier celles qui nécessitent la proximité de l'eau et celles qui peuvent être déplacées sur d'autres parties du territoire (en lien avec le projet de développement d'un pôle glisse éco-responsable à Lacanau Ville).

Maîtrise d'ouvrage Communauté de communes Médoc Atlantique

Coût prévisionnel : 60 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Communauté de communes Médoc Atlantique (80%), PPA - plan de relance (20%)

- **Concevoir un pôle d'échanges multimodal rétro-littoral intégré au paysage et attractif pour les usagers**

Le projet de pôle d'échange multimodal (PEM) est prévu par le PLU approuvé en 2017 et par le Schéma des Mobilités 2030 adopté en 2021. Le PLU de Lacanau met au cœur du projet la ville des courtes distances et a pris en compte les orientations identifiées dans l'étude d'Aménagement Durable de la Station. Le Schéma des Mobilités 2030 de Lacanau a pour ligne directrice les alternatives à la voiture individuelle, dans un territoire rural littoral.

Ce PEM constitue tout autant une réponse aux enjeux en matière de recul du stationnement du front de mer que d'une évolution globale des mobilités et de l'accessibilité sur la station océane.

L'enjeu du pôle d'échange multimodal, non greffé à un quartier de gare en rénovation comme cela se voit majoritairement aujourd'hui, est d'être connecté avec le réaménagement du front de mer et de trouver un modèle de fonctionnement qui se déploie sur toute l'année.

Ce pôle de services multimodal, a pour ambition de devenir un marqueur de la transformation à l'œuvre sur la ville océane en proposant une offre de mobilités en entrée de ville océane directement relié par une navette et accessible à pied et à vélo, avec une offre de stationnement sommaire qui favorise la non pénétration de la voiture dans la ville océane.

Situé en entrée de ville océane, en couvert forestier, les principes d'aménagement retenus pour ce PEM sont ceux adoptés par l'Office National des Forêts pour les aires de stationnements sous couverts forestiers dans les plans-plages.

Maîtrise d'ouvrage Ville de Lacanau

Coût prévisionnel 100 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Commune de Lacanau (20%), PPA - plan de relance (60%), Autres financeurs (20%)

- **Mener les travaux de réalisation du pôle d'échanges multimodal**

Au stade des esquisses, atteint en 2020, le pré-programme prévoit des services mobilité et des services à la personne, et plus précisément :

- La réalisation d'une plateforme regroupant les services mobilité et à la personne prévus sur l'année et gérant les flux piétons/vélos en évitant les conflits
- Le maintien de la piste cyclable existante ainsi que sa lisière boisée, ce qui nécessite de ralentir la circulation des vélos à l'entrée du parking.
- L'aménagement d'une boucle pour le stationnement des véhicules légers (sol en stabilisé ou gravillons compactés) avec 2 chemins piétons et noues d'infiltration s'interpénétrant (ponceaux pour franchissement)
- La création d'une offre de stationnement d'environ 200 places sous couvert forestier : la densité du stationnement est de 50% (soit 4 pl/ 150m2) pour maintenir les boisements existants
- Une entrée du parking à proximité immédiate de la plate-forme (visibilité, quai de dépose de personnes avant stationnement, places pour le co-voiturage et PMR près du « quai »).

Les travaux seront réalisés selon les principes d'aménagement durable sous couverts forestiers, et permettront de réaliser la maison des mobilités (matérielle ou immatérielle) prévue dans l'Agenda 21 communal.

Maîtrise d'ouvrage Ville de Lacanau

Coût prévisionnel : 1,1 M€ HT (hors MOE et maison des mobilités)

Plan de financement prévisionnel :

Commune de Lacanau (20%), PPA - plan de relance (60%), Autres financeurs (20%)

2.2. Délais de réalisation

La date de livraison des actions objet de la présente convention est prévue de manière échelonnée entre la date signature de la présente convention et décembre 2024.

L'échéancier de réalisation des opérations, objet de la présente convention, sont compatibles avec les délais imposés pour l'engagement et le versement des subventions au titre du plan de relance respectivement d'ici fin 2022 et d'ici fin 2024.

L'échéancier prévisionnel est porté en annexe de la présente convention.

ARTICLE 3 – FINANCEMENT DU PROJET**3.1. Assiette de la subvention**

Le montant global des actions, objet de la présente convention s'élève à neuf millions quatre-vingt mille euros hors taxes (9 080 000€ HT) pour un total de recettes et de subventions de sept millions deux cent huit mille euros hors taxes (7 208 000€ HT).

Le bilan financier de l'action, avant intervention des crédits de France Relance, fait apparaître un déficit qui s'élève à quatre millions cinq cents dix-huit mille euros hors taxes (4 518 000€ HT).

Un bilan financier prévisionnel est joint en annexe à la présente convention.

Au titre du plan de relance, la subvention État destinée à réaliser les opérations objet de la présente convention s'élève à [montant] quatre millions cinq cent trente-deux mille euros hors taxes (4 532 000€ HT).euros, soit un taux de subvention de 49,9% du bilan global de ces opérations.

3.2. Dépenses couvertes par la subvention

Le montant de cette subvention est fléché vers le(s) poste(s) de dépense(s) suivant(s) :

- Prestation – études dont le montant prévisionnel total (1) est de six cent quatre-vingt mille euros hors taxes (680 000€ HT) dont trois cent trente-deux mille euros (332 000€ HT) de subvention Etat. Sur ce montant total (1), 260 000€ HT seront engagés par la Communauté de communes Médoc Atlantique.
- Travaux dont le montant prévisionnel total (2) est de huit millions quatre cent mille euros hors taxes (8 400 000€ HT) dont quatre millions deux cent mille euros hors taxes (4 200 000€ HT) de subvention Etat. Le montant total (2) sera engagé par la commune de Lacanau.

3.3. Modalités de versement de la subvention

Une avance de subvention peut être versée, correspondant à 30% de la subvention, sur simple demande après l'entrée en vigueur de la convention.

La participation de l'État sera ensuite versée par acomptes successifs au prorata de l'avancement des dépenses fléchées visées au 3.2, jusqu'à 80 % du montant de la subvention et dans la limite de 3 acomptes annuels, sur production par le porteur de projet pour chaque appel de fonds d'un état récapitulatif détaillé des dépenses fléchées visées au 3.2, en cohérence avec le bilan d'opération porté en annexe 1.

L'avance de subvention sera déduite de la première demande de paiement. En l'absence de réalisation avant fin 2024, cette avance sera remboursée par le porteur de projet par règlement d'un titre de perception émis à son encontre par les services de l'État compétents.

Compte tenu de la nécessité de maintenir un rythme de versements soutenu, le porteur de projet s'engage à déposer une 1^{ère} demande d'acompte avant le 30 juin 2022.

Le solde de la subvention sera liquidé conformément à l'article 3.2. et versé, **après service fait**, sur présentation :

- d'un état récapitulatif définitif des dépenses fléchées visées au 3.2, faisant état des sommes payées par le porteur de projet et qui devra être visé par le responsable du projet et le cas échéant, le comptable public ;

A la clôture de l'opération, le porteur de projet s'engage à en informer l'Etat et fournir les pièces permettant, le cas échéant de recalculer la subvention définitive conformément à l'article 3.2 :

- du décompte général et définitif du projet ;
- [du certificat d'achèvement du projet et un certificat de conformité des travaux] ;
- Des rapports d'études, intermédiaires ou finaux selon l'état d'avancement porté dans la présente convention
- Des plans d'exécution des travaux
- D'un bilan synthétique du porteur de projet

A la clôture, le bénéficiaire s'engage à reverser à l'Etat, le cas échéant, le trop-perçu.

3.4. Facturation et recouvrement

Les demandes de versement d'acompte et solde seront transmises à la Préfecture de département et à la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, et en copie à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ci-après dénommées « la DREAL » et « la DDTM »

Chaque appel de fonds sera transmis par voie dématérialisée sur la plateforme Chorus Portail Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en indiquant le numéro de SIRET :

- N°SIRET Ville de Lacanau : 213 302 144 00018 et 213 302 144 00117 pour l'opération « pôle d'échange multi-modal ».
- N°SIRET Communauté de Communes Médoc Atlantique : 200 070 720 00012
Les pièces justificatives seront adressées au format « pdf ».

Le courrier de demande portera les mentions suivantes :

- l'objet de la facturation ;
- la date ;
- le montant de la subvention ;
- le numéro de l'acompte ;
- les montants déjà appelés lors des acomptes précédents ;
- le montant de l'acompte (calculé sur la base des dépenses subventionnables et le taux de subvention) ;
- la certification de la dépense ;
- un état récapitulatif des factures objets de l'acompte : cet état récapitulatif joint est daté et certifié exact par le comptable public assignataire des dépenses du

porteur de projet et par son représentant. Il porte la mention « service fait » et atteste que l'ensemble des dépenses présentées fait partie de la dépense subventionnable.

Si aucun acompte (en complément de l'avance) n'est demandé dans un délai de 2 ans à compter de la date de la signature de la convention, si les fonds sont utilisés à d'autres fins que celles faisant l'objet de la présente convention, si l'opération n'est pas réalisée conformément aux termes de l'article 2, ou si le bilan d'opération en fin d'opération laisse apparaître une non-compatibilité aux règles de co-financement par des aides européennes, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9.

Dans cette éventualité, le porteur de projet devra rembourser à l'État les sommes indûment utilisées. Des titres de perceptions seront émis par les services compétents de l'État pour récupérer les sommes indûment versées.

3.5. Domiciliation de la facturation

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

	Adresse de facturation	Service administratif du suivi des factures	
		Nom du service	N° téléphone / adresse électronique
Préfète de Département			
Porteur de projet	Ville de Lacanau 31 avenue de la Libération, CS30001, 33680 LACANAU	Service des Finances	05 56 03 83 03
co-porteur de projet	CDCMA 9 rue du Maréchal D'Ornano 33780 SOULAC SUR MER	Service comptabilité	05 56 73 29 26

Les RIB du porteur de projet et le cas échéant du co-porteur de projet sont les suivants :

RIB de la Ville Lacanau

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

TRESORERIE
DE PAUILLAC
10 QUAI PAUL DOUMER
33250 PAUILLAC

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00215 E3360000000 69
IBAN : FR54 3000 1002 15E3 3600 0000 069
BIC : BDFEFRPPCCT

RIB de la Communauté de communes Médoc Atlantique

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

TRESORERIE
DE PAUILLAC
10 QUAI PAUL DOUMER
33250 PAUILLAC

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00215 E3360000000 69
IBAN : FR54 3000 1002 15E3 3600 0000 069
BIC : BDFEFRPPCCT

A titre indicatif et non contractuel, pour l'État, l'imputation budgétaire sera effectuée sur la sous-action :

Programme	Action	Sous-action
362		

3.6. Échéancier prévisionnel

L'échéancier prévisionnel et indicatif de versement de la subvention est le suivant :

Année	2021	2022	2023	2024	Total
Montant (€ HT) pour le porteur de projet Ville de Lacanau	1 420 500	42 000	2 012 500	945 000	4 420 000
Montant (€ HT) pour le co-porteur de projet] CDCMA	33 600	8 400	35 000	35 000	112 000

ARTICLE 4 – DURÉE DE VALIDITÉ DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa complète signature.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le porteur de projet s'engage à informer régulièrement les services de l'État cités à l'article 3.5, de l'avancement du projet et à transmettre un bilan semestriel d'exécution. En particulier, l'État devra être informé de la tenue des comités de suivi (techniques et de pilotage) relatifs au projet, et pourra y participer.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

Le porteur de projet doit mentionner la participation financière de l'État au titre de France Relance à cette opération. Il devra en faire état sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitations, supports audiovisuels, sites internet ou autres) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement.

Le logo de France Relance doit être affiché sur tous ces documents et en annonce des travaux (panneaux de chantiers en particulier).

Le porteur de projet s'engage par ailleurs à associer les services de l'État cités à l'article 3.5 à l'organisation de toute manifestation publique de communication relative au projet.

ARTICLE 7 – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est résiliée si le PPA présenté conjointement par la commune de Lacanau et la communauté de communes Médoc Atlantique n'est pas signée par l'ensemble des parties au contrat avant le 31 décembre 2021. Les sommes engagées par l'Etat au titre de la présente convention seraient alors remboursées.

Toute modification substantielle portant sur les principales caractéristiques du projet défini dans l'article 2 de la convention – et notamment sur la programmation urbaine du projet, ses ambitions en matière d'exemplarité ou son calendrier - doit faire l'objet d'une information préalable à l'État.

Au vu de ces modifications, en cas d'inexécution ou d'exécution partielle du programme, ou en cas de non-respect des règles de compatibilité avec des fonds européens, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention en mettant en œuvre dans les conditions prévues à l'article 9 la procédure de reversement des sommes indûment perçues. Dans le cas contraire, les modifications font l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 8 – PIÈCE ANNEXE

L'annexe financière fait partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et ne pouvant être résolu de manière amiable par les parties sous un délai de 3 mois suivant sa constatation, les parties se réservent le droit de saisir le tribunal administratif de Bordeaux.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par toute autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Lacanau, le

Pour l'État

La Préfète de la Gironde

**Pour Communauté de communes Médoc
Atlantique, co-porteur de projet**

Le Président,



[Signature]
X. PINTAT

Pour la Ville de Lacanau, porteur de projet

Le Maire,